

forum

Carte blanche

Virginie Pissoort, Jean-Jacques Grodent
SOS Faim. Agir avec le Sud

Toute solution à la famine dans le monde passe par les paysans

La FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations, NDLR) vient de reconnaître que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants souffrant de la faim avait grimpé ces derniers mois de 150 millions de personnes pour atteindre la barre historique et inacceptable de 1 milliard d'individus !

Le chiffre est effrayant, parce qu'il témoigne de notre incapacité à rencontrer l'un des besoins primaires des citoyens du monde... alors que la terre et ses ressources, grâce à la technologie et aux connaissances, permettraient de nourrir près de 12 milliards d'individus et que les Etats s'étaient engagés à réduire le nombre de personnes souffrant de la faim de moitié d'ici à 2015.

Plus de 1 milliard de paysannes et de paysans à travers le monde !

La solution contre la faim ne se fera pas sans eux ! Une récente étude internationale menée par plus de 400 scientifiques (1) a clairement démontré le rôle incontournable de l'agriculture familiale dans la satisfaction durable des besoins alimentaires de la planète et la lutte contre la pauvreté rurale.

Mais qui les écoute ? Qui est prêt à leur donner les moyens et un cadre leur garantissant l'accès aux moyens de production et une juste rémunération de leur travail, là-bas comme ici ?

Ici comme ailleurs, la crise du secteur laitier vient nous le rappeler, les paysans sont pris en otage par des politiques agricoles et alimentaires qui les excluent, au profit des intérêts du marché. Dans tous les cénacles où se négocient les enjeux agricoles (Commission européenne, Organisation mon-

diale du commerce, Accords de partenariat économiques UE-ACP...), la règle est d'ouvrir au maximum les marchés, de libéraliser les échanges... malgré les sonnettes d'alarme tirées par les producteurs et leurs organisations.

Peut-on encore décevoir en avançant que la faim et la pauvreté seront éradiquées de façon durable en libéralisant encore nos économies ? Tout le monde reconnaît aujourd'hui que même le secteur bancaire doit être encadré, surveillé, réglementé. Que les forces du marché ne peuvent apporter spontanément l'équilibre qui devrait faire en sorte que chaque femme, chaque homme puisse bénéficier des conditions optimales de développement... La crise alimentaire et les émeutes de la faim de l'an dernier ne l'ont-elles pas démontré ? La main invisible du mar-

ché dans le secteur agricole est inefficace, inopérante et dangereuse pour les populations, particulièrement les plus précaires.

Et on voudrait laisser le secteur agricole à l'écart de tout mécanisme de régulation, sous prétexte de la nécessité, idéologique, de bannir le protectionnisme ?

Aujourd'hui, 1 milliard de personnes, dont 650 millions de ruraux, viennent nous rappeler que

“ La main invisible du marché est inefficace, inopérante et dangereuse

cette recette n'a pas fonctionné. La faim tue. Demain, 25.000 d'entre elles ne seront plus là pour nous le rappeler...

Les organisations paysannes partenaires de SOS Faim réclament

depuis de nombreuses années d'être associées aux décisions qui les concernent. Les paysans connaissent la terre et les conditions de travail de chaque espace agroécologique, ils ont expérimenté les diverses techniques, les diverses variétés végétales, ils ont identifié les voies d'une modernisation durable de leurs modes de production. Leurs savoirs sont précieux et on les néglige.

Qui les écoute ? Qui prend en compte leurs avis et recommandations ?

Quel chiffre abominable faudrait-il atteindre pour finalement accepter d'écouter les paysans et

leurs organisations et mettre en place des politiques favorables à l'essor d'une agriculture paysanne et durable ?

Lors des dernières élections européennes et régionales, trois partis francophones démocratiques ont opté pour la souveraineté alimentaire dans leur programme, ce qui inclut une prise en compte des intérêts et des positions des organisations paysannes dans les politiques qui les concernent. Avec elles, nous serons là pour rappeler aux responsables politiques qu'ils doivent concrétiser leurs engagements s'ils veulent réellement lutter contre la faim et la pauvreté. ■

(1) Rapport Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) : www.agassessment.org.